

Régie du bâtiment du Québec

Étude des crédits

2016-2017

**Demande de renseignements généraux
de l'Opposition**

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :
 - a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016:
 - a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - b) les coûts ventilés ;
 - c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
 - d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
 - a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.): Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :
 - a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe;
 - d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
 - e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

- h) le but visé par chaque dépense;
 - i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
5. La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme :
- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
 - b) le but recherché par chaque dépense;
 - c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par un professionnel ou une firme externe :
 - d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
 - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6. La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :
- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
 - b) le but visé par chaque dépense;
 - c) la nature de la formation;
 - d) les personnes concernées.
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant:
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant:
 - a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
 - d) la date d'octroi du contrat;
 - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
 - f) l'échéancier;
 - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.
- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande;
 - f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
 - b) la grille d'évaluation des soumissions;
 - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
 - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
 - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
 - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - c) le coût;
 - d) l'échéancier;
 - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016:
- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :
- a) le nom du projet;
 - b) la nature du projet;
 - c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
 - d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
 - g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
 - h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
 - i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.
14. Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d'itinérance;
 - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
- 15.
- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
 - b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#

TABLE DES MATIÈRES

- communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

- l) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
 - m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
 - n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
 - o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
 - p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
- 16.
- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
 - b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
 - c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.
 - d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :
- a) l'emplacement de la location;
 - b) la superficie totale pour chaque local loué;
 - c) la superficie totale réellement occupée;
 - d) la superficie inoccupée;
 - e) le coût de location au mètre carré;
 - f) le coût total de ladite location;
 - g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - h) la durée du bail;
 - i) le propriétaire de l'espace loué;
 - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :
- a) la ou les dates des travaux;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

- b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - b) le titre de la fonction;
 - c) l'adresse du port d'attache;
 - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
 - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
 - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - h) la description de tâches;
 - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
 - j) le nombre total d'employés au cabinet;
 - k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
 - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
 - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*
20. Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.
21. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
 - e) la date de l'assignation hors structure;
 - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :
- a) le poste initial;
 - b) le salaire;
 - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
 - d) la date de la mise en disponibilité;
 - e) les prévisions pour 2016-2017.
23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

- b) prévisions pour 2016-2017;
 - c) par catégorie d'âge.
24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :
- a) le nom de la personne;
 - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
 - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - d) l'assignation initiale;
 - e) l'assignation actuelle;
 - f) la date de l'assignation hors structure;
 - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :
- a) le coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;
- Ventiler le montant total par catégories.
26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :
- a) le nom du site Web;
 - b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
 - c) les coûts de construction du site;
 - d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
 - e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
 - f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
 - g) la fréquence moyenne de mise à jour;
 - h) le responsable du contenu sur le site.
28. Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
- a) la liste;
 - b) le nom de la personne;
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;
 - d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
 - e) le résultat du travail effectué;
 - f) les échéances prévues;
 - g) les sommes impliquées.
29. Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016:
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

TABLE DES MATIÈRES

- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - c) le nombre total de demandes reçues;
 - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
 - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
 - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
31. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :
- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - e) l'objet;
 - f) les dates.
32. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
33. La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
34. Le détail des crédits périmés et reportés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.
35. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.
36. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.
37. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
38. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
39. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
40.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
41.	Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
42.	Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés
43.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
44.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
45.	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
46.	Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
47.	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
48.	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
49.	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.
50.	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
51.	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
52.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
53.	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#	TABLE DES MATIÈRES
54.	Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
55.	<p>Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</p> <p>Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;d) le montant accordé;e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;f) les motifs de la demande;g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. <p>Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.</p>
56.	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017:</p> <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale (opération et capital);b) les grands dossiers en cours;c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
57.	<ul style="list-style-type: none">a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
58.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
59.	<p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none">a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
Demandes de renseignements généraux de l'opposition

#

TABLE DES MATIÈRES

- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
 - c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
 - d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.
- Fournir les prévisions pour 2016-2017.
60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.
61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.
- Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-01

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016:

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Le détail des déplacements hors Québec est présenté dans le tableau ci-annexé.

RG01 Annexe - Dépenses hors Québec pour 2015-2016

Objet de déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Commentaires	Total des coûts réels (au 31 mars 2016)
Rencontre avec la CCSN (Commission canadienne de sûreté nucléaire) et les AIA (Agences d'inspection autorisées). La RBQ, TSSA (Technical Standards and Safety Authority) et NP-DPS.	Ottawa, Ontario	7 au 9 avril 2015		454,20 \$
Participation au Comité CSA B335/B613 sur les appareils élévateurs pour personnes handicapées afin d'étudier et élaborer des propositions de révisions.	Vancouver, Colombie-Britannique	14 au 17 avril 2015	Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation	1 587,07 \$
Participation en tant que membre volant à la réunion annuelle du « ULC Advisory Council ».	Scarborough, Ontario	21 au 22 avril 2015	ULC assume 100% des frais. ULC réserve et paye directement l'hébergement et l'avion. Les repas et taxi sont couverts 94,64\$ La RBQ a remboursé l'indemnité forfaitaire de 18.40\$ X 2 lrs	36,80 \$
84e rencontre générale des membres et du comité consultatif du National Board. La RBQ est membre de ce comité à titre de représentante d'organisme de la réglementation de la province, et ce, pour les appareils sous pression. Réunion du National Public Safety Advisory Committee (NPSAC). Réunion du comité consultatif de CSA sur la politique des codes (CSA-CPAC)	Colorado Springs, Colorado, É-U	25 avril au 1er mai 2015	Aucun coût de fonctionnement pour la RBQ.	- \$
Réunions de l'IGAC et des comités techniques CSA B19.1, 2 et 3.	Winnipeg, Manitoba	24 au 28 mai 2015		1 816,52 \$
Participation à la réunion du Comité consultatif des provinces et territoires sur les politiques des codes (PTPACC)	Niagara Falls, Ontario	7 au 12 juin 2015	Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation	1 556,03 \$
Participation à la réunion du comité CSA Z987C sur les remontées mécaniques.	Régina, Saskatchewan	7 au 10 juin 2015		1 781,13 \$
Réunions des comités relatives aux installations électriques et assemblée générale annuelle de CSA	Whistler, Colombie-Britannique	8 au 11 juin 2015	Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation	2 080,46 \$
Réunion des comités des normes CSA B45 et B125.	Niagara Falls, Ontario	13 au 20 juin 2015	Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation	2 644,43 \$
Participation au comité sur les normes N285A TC sur les appareils sous pression.	Niagara Falls, Ontario	16 au 19 juin 2015	Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation	1 698,45 \$
Réunion annuelle du CRCP (Canadian regulatory committee on plumbing) qui regroupe les représentants de toutes les provinces et tous les territoires dans le domaine de la plomberie ainsi que du CAVP (Canadian Advisory committee on plumbing)	Niagara Falls, Ontario	18 et 19 juin 2015		723,61 \$
Rencontre annuelle du ACI (Association des chefs inspecteurs en appareils sous pression).	Vancouver, Colombie-Britannique	17 et 18 août 2015	Les frais seront remboursés à 100% par l'ITPC.	- \$
Participation au comité technique CSA B51, CSA B52	Banff, Alberta	16 au 20 août 2015		2 300,01 \$
Participation de deux ingénieurs à la session de formation pour l'obtention de la qualification N de la National Board Training Course on Boiler & Pressure Vessel Inspection	Banff, Alberta	18 au 21 août 2015	Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation	1 976,75 \$
Participation à une réunion du comité technique du Code canadien d'installation de l'hydrogène.	Colombus, Ohio, É-U	23 au 29 août 2015		4 380,20 \$
Participation à la réunion du Comité national CSA Z276-15 «Gaz naturel liquéfié, production, stockage et manutention».	Brampton, Ontario	15-16 septembre 2015		862,73 \$
Participation aux réunions annuelles de l'APCEI, de l'ACED, du comité CSA B44, du comité ASME A17.1 et A18.1.	Calgary, Alberta	21-23 septembre 2015	Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation	1 636,57 \$
Rencontre des chefs techniques (National Board and Advisory Committee Members)	Vancouver, Colombie-Britannique	4 au 8 octobre 2015	Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation	1 995,21 \$
Rencontre du AIAS et du Conformity Assessment Staff (ASME).	Colombus, Ohio, É-U	5 au 8 octobre 2015	Aucun coût de fonctionnement pour la RBQ.	- \$
Participation aux rencontres du comité CSA Z267 (Jeux et manèges)	New York, É-U	13 et 14 octobre 2015		963,57 \$
Participation à la réunion biannuelle du comité technique de la norme CSA B139-Code d'installation des appareils de combustion au mazout.	San Diego, Californie, É-U	14 au 17 octobre 2015	Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation	2 274,64 \$
Participation à la réunion du comité CSA B335/B613 sur les appareils élévateurs pour personnes handicapées.	Rexdale, Ontario	14 et 15 octobre 2015	Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation	946,57 \$
Participation au Forum franco-québécois bois&forêt organisé par la Fédération nationale des Communes forestières (FNCOFOR), en collaboration avec le MFFP et leurs partenaires.	Toronto, Ontario	28 et 29 octobre 2015	Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation	1 001,33 \$
Réunion du National Public Safety Advisory Committee (NPSAC). Réunion du comité consultatif de CSA sur la politique des codes (CSA-CPAC)	Paris, France	31 octobre au 5 novembre 2015	Les frais de logements sont en Euros.	3 678,42 \$
Participation à la formation de NAESA-International, organisée en collaboration avec la TSSA.	St-Jean, Nouveau-Brunswick	1er au 4 novembre 2015	Hébergement 324,44\$ Le frais de dépenses n'est pas complété dans Sagir	324,44 \$
Participation à l'atelier de travail organisé par TSSA sur l'allocation et la répartition des ressources en fonction des risques pour les agences gouvernementales de réglementation et de surveillance.	Toronto, Ontario	2 au 4 novembre 2015	DEPLACEMENT ANNULÉ	- \$
Participation à une formation de la TSSA.	Toronto, Ontario	10 au 12 novembre 2015	Frais d'avion : 338,25 \$ Le frais de dépenses n'est pas complété dans Sagir	962,99 \$
				338,25 \$

RG01 Annexe - Dépenses hors Québec pour 2015-2016

Objet du déplacement	Endroit(s) visité(s)	Date et durée du voyage	Commentaires	Total des coûts réels (au 31 mars 2016)
Participation à la réunion du Comité technique canadien de la norme CSA Z-662-15 «Réseaux de canalisation de pétrole et de gaz».	Victoria, Colombie-Britannique	24 au 27 novembre 2015	Selon l'entente intervenue entre CSA et la RBQ, CSA rembourse 50 % des frais de participation	1 929,81 \$
Participation à la rencontre de démarrage sur l'élaboration d'une ligne directrice nationale sur la gestion des risques d'atteinte à l'intérêt public dans un contexte de réglementation.	Ottawa, Ontario	9 décembre 2015		369,56 \$
Session de formation pour l'obtention de la qualification N par la National Board Training Course on Boiler & Pressure Vessel Inspection.	Columbus, Ohio, É-U	10 au 17 janvier 2016	Session de formation pour l'obtention de la qualification N par le National Board	2 450,37 \$
Participation aux rencontres du comité d'harmonisation F24.80 et du groupe de travail canadien suite à l'abrogation de la norme CSA Z267 Jeux et manèges	Nouvelles Orléans, Louisiane, É-U	10 au 13 février 2016	DÉPLACEMENT ANNULÉ	- \$
Le rencontre du comité permanent en efficacité énergétique	Ottawa, Ontario	31 janvier au 3 février 2016	Frais assumés par le CNRC	- \$
Le rencontre du comité permanent en efficacité énergétique	Ottawa, Ontario	31 janvier au 3 février 2016	Frais assumés par le CNRC	- \$
Ces coûts incluent les taxes sur les billets d'avion				

Total des coûts réels : 42 770,12 \$

Le total des coûts réels a déjà été déduit de 50 % lorsque qu'il est indiqué que l'Association canadienne de normalisation assume 50 % des frais de participation

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-02

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016:

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés ;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Objet du déplacement : Mesures sur la construction de bâtiments en bois de grande hauteur conférence de presse en présence du Premier ministre et du ministre du MTESS.

- a) Itinéraire : Québec – Dolbeau - Québec
Date du départ/retour : le 17 août 2016
- b) Coûts : **2 368,69 \$**
Frais de transport : 2 333,39\$ (avion et taxi)
Allocation forfaitaire : 0\$
Frais d'hébergement : 0 \$
Frais de repas : 35,30 \$
- d) Stéphane Labrie, président-directeur général et Lise Veilleux, conseillère technique

L'information fournie à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17)*.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-03

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)*.

g) Le coût total et ventilé pour les communiqués de presse :

Communiqués de presse pour l'année 2015-2016		
DATE	SUJET	COÛT
24 mai 2015	Code de construction – publication du règlement	13,96 \$
24 juin 2015	Accident mortel sur un chantier : la RBQ annule la licence de S. Fournier excavation inc.	13,96 \$
17 août 2015	Invitation aux médias – Construction en bois de grande hauteur	39,88 \$
28 septembre 2015	Pas de licence, pas de facture, pas de recours	42,92 \$
17 novembre 2015	Consultation pour améliorer la qualité de la construction et la sécurité du public dans les bâtiments	31,50 \$
3 décembre 2015	Gicleurs dans les résidences privées pour aînés existantes – publication du règlement	15,95 \$
		Total : 157,97 \$

Annexe à la fiche RC-03 Campagnes de publicité et de sensibilisation 2015-2016 (contrats de moins de 25 000 \$)

Campagnes de sensibilisation						
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Média (ou moyen choisi)	Dates diffusion	Objectifs visés	
Chapitre Bâtiment du Code de sécurité - dispositions façades de 5 étages et plus	400 \$	TAO	Envoi postal massif	2016-02-01	Rappeler aux propriétaires de bâtiments de 5 étages et plus leurs obligations d'entretien et d'inspection des façades	
Chapitre Bâtiment du Code de sécurité - dispositions façades de 5 étages et plus	649 \$	Postes Canada	Envoi postal massif	2016-02-01	Rappeler aux propriétaires de bâtiments de 5 étages et plus leurs obligations d'entretien et d'inspection des façades	
Efficacité énergétique - normes d'isolation	380 \$	Copie de la capitale	Impression	2015-04-01	Informar les constructeurs-propriétaires des normes d'isolation contenues au règlement sur l'efficacité énergétique	
Chapitre Bâtiment du Code de construction - entrée en vigueur d'une nouvelle édition	2 880 \$	TAO	Envoi massif	2015-07-01	Informar les entrepreneurs de l'entrée en vigueur du nouveau code et de ses principales dispositions	
Chapitre Bâtiment du Code de construction - entrée en vigueur d'une nouvelle édition	1 555 \$	Imprimerie provinciale	Envoi massif	2015-07-01	Informar les entrepreneurs de l'entrée en vigueur du nouveau code et de ses principales dispositions	
Nouveau chapitre Bâtiment du Code de construction - certification des usines de béton	65 \$	Copies de la capitale	Envoi postal interne	2015-08-01	Informar les bétonnières de nouvelles dispositions sur la certification des usines de béton	
Bâtiments de construction massive en bois d'au plan 12 étages : version anglaise	958 \$	Numerique	Impression	2015-12-23	Positionner le Québec comme leader mondial de la construction en bois de grande hauteur	
Bâtiments de construction massive en bois d'au plan 12 étages : version anglaise	3 600 \$	Sylvain Turner	Traduction	2015-12-23	Positionner le Québec comme leader mondial de la construction en bois de grande hauteur	
Brochure Grands chantiers, notre engagement, vos obligations	99 \$	Copies de la capitale	Impression	2015-11-01	Informar les intervenants de grands chantiers montréalais de leurs obligations en vertu de notre réglementation et de celle du Service incendie de Montréal	
Envoi lettres aux propriétaires de tours de refroidissement à l'eau (bâtiment)	1 279 \$	Postes Canada	Envoi postal massif	2016-02-15	Informar les propriétaires de tours de refroidissement (fédéraux) de leur numéro de IIRE	
Envoi lettre aux propriétaires d'installations de tours de refroidissement à l'eau (bâtiment)	771 \$	TAO	Envoi massif	2016-02-15	Informar les propriétaires de tours de refroidissement (fédéraux) de leur numéro de IIRE	
Envoi de 5 413 lettres - propriétaires (équipements pétroliers)	4 174 \$	Postes Canada	Envoi postal massif	2015-04-15	Informar les propriétaires sur leurs obligations à l'égard de leur renouvellement de permis	
Envoi lettre-renouvellement de permis (équipements pétroliers)	863 \$	TAO	Envoi massif	2015-04-15	Informar les propriétaires sur leurs obligations à l'égard de leur renouvellement de permis	
Sensibilisation Vidéo sur l'utilisation sécuritaire du barbecue au propane (gaz)	6 000 \$	Félix Charest réalisateur	Vidéo	2016-05-01	Sensibiliser les utilisateurs de barbecue à la bonne utilisation de cet appareil	
Impression Your safety and propane gas barbecue (gaz)	389 \$	Copies de la capitale	Impression	2016-02-01	Réimpression du dépliant	
Impression Votre sécurité BPO au propane (gaz)	825 \$	Modeme l'imprimeur	Impression	2015-05-01	Réimpression du dépliant	
Impression Votre sécurité et le propane (gaz)	867 \$	Transcontinental	Impression	2015-05-01	Réimpression du dépliant	
Impression Réfrigérateur au propane (gaz)	918 \$	Imprimerie Stiel	Impression	2015-08-01	Réimpression du dépliant	
Impression Attention à la contamination (plomberie)	770 \$	Modeme l'imprimeur	Impression	2016-02-01	Réimpression du dépliant	
Impression Beware of contamination (plomberie)	197 \$	Imprimerie Stiel	Impression	2016-02-01	Réimpression du dépliant	
Impression Attention à la contamination (plomberie)	512 \$	Imprimerie Stiel	Impression	2015-05-01	Réimpression du dépliant	
Impression Beware of contamination (plomberie)	197 \$	Imprimerie Stiel	Impression	2015-05-01	Réimpression du dépliant	
Impression Guide sur l'évacuation des eaux pluviales (plomberie)	173 \$	Copie Xpress	Impression	2015-07-01	Informar les propriétaires de bâtiments à toits plats des règles pour l'évacuation des eaux pluviales	
Impression de 100 brochures (remontées mécaniques)	157 \$	Copies de la capitale	Impression	2016-02-01	Informar les propriétaires de remontées mécaniques de l'entrée en vigueur de l'édition 2014 de la norme Z98	
Envoi lettre aux propriétaires (remontées mécaniques)	232 \$	TAO	Envoi massif	2015-09-15	Informar les propriétaires de remontées mécaniques de l'entrée en vigueur de l'édition 2014 de la norme Z98	
Impression Plan d'action opérationnel (PAO)	92 \$	Copie express l'imprimeur conseil	Impression	2015-04-01	Informar le personnel de la RBQ des nouvelles actions prévues dans le PAO	
Impression 400 dépliants Creuser sans rien briser	1 753 \$	Transcontinental	Impression	2015-08-01	Informar les entrepreneurs en excavation de leurs obligations à demander un plan avant de creuser	
Impression 35 000 flyers Pavement en ligne	462 \$	Numerique	Impression	2015-10-01	Informar les détenteurs de licence de la nouvelle possibilité de payer la maintenance en ligne	
Impression powerpoint consultation Révision des programmes	860 \$	Copies de la capitale	Impression	2015-11-15	Informar les participants des rencontres sur les moyens envisagés par la RBQ pour améliorer ses façons de faire	
Asystel : parapost révision des programmes	263 \$	Asystel	Impression	2015-11-15	Informar les participants des rencontres sur les moyens envisagés par la RBQ pour améliorer ses façons de faire	
Total	32 340 \$					
Congrès, Colloques et Salons						
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Média (ou moyen choisi)	Dates diffusion	Objectifs visés	
Congrès de la Corporation des officiers municipaux du Québec (COMBEO)	2 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Atelier et documentation	du 16 au 18 avril 2015	Informar les intervenants sur la réglementation et leurs responsabilités	
Salon MCEH 2015 (Mécanex, Climatex, Électricité, Éclairage)	6 726 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque, atelier et documents	du 22 au 23 avril 2015	Informar les intervenants sur la réglementation et leurs responsabilités (électricité, plomberie, gaz, équipements pétroliers, appareils sous pression)	
Congrès de l'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIO)	9 387 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque, atelier et documents	du 16 au 19 mai 2015	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)	
Congrès de l'Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIO)	3 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque, atelier et documents	du 24 au 26 septembre 2015	Sensibiliser les intervenants sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)	
Congrès de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMÉQ)	16 097 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Documentation	2 et 3 octobre 2015	Informar les intervenants sur la réglementation et leurs responsabilités (électricité)	
Événements CONTECH - bâtiment (Qc et MTL)	11 053 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosques, ateliers et documents	29 octobre et 12 novembre 2015	Informar les intervenants de l'entrée en vigueur du nouveau code (CBCO) et des principales dispositions	
Salon Expo fabrication de Montréal	56 560 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	Kiosque et documents	11 au 14 février 2016	Sensibiliser les citoyens sur le rôle de la RBQ et les intervenants sur leurs responsabilités	
Total	7 956 \$					
Campagnes de publicité						
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Média choisi	Dates diffusion	Objectifs visés	
Chapitre Bâtiment du Code de sécurité	750 \$	Interne RBQ	Condolegal.com	Avril, mai, juin 2015	Informar les propriétaires et gestionnaires de copropriétés sur les exigences du CBCS et faire la promotion du parcours personnalisé	
Chapitre Bâtiment du Code de construction - entrée en vigueur d'une nouvelle édition	1 300 \$	Interne - RBQ	Repertoire des membres de la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ)	1er juillet 2015	Informar les entrepreneurs de l'entrée en vigueur du nouveau code (CBCO) et de ses principales dispositions	
Plan de garantie - Propriétaire d'un condo	4 500 \$	Interne - RBQ	Les Éditions Projegez-vous - Guide pratique de la copropriété 2016	1er février 2016	Informar les bénéficiaires sur le contenu de leur Plan de garantie	
Amendes salées	221 \$	Interne - RBQ	Insertion dans l'enveloppe pour nouvelles licences	De mars à décembre 2016 (inclusivement)	La Loi sur le bâtiment prévoit d'importantes amendes en cas de travail sans licence. L'objectif de ce feuillet est de rappeler aux entrepreneurs l'importance d'être conforme à la Loi afin d'éviter d'avoir à payer des amendes salées.	
Nouveau point de services - bureau RBQ à Rouyn-Norand	1 185 \$	CSPO	Journal L'Echo Abitibi et Le citoyen	nov-16	Informar les citoyens et intervenants d'un nouveau point de services de la RBQ à Rouyn-Norand	
Total	7 956 \$					

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-04

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.): Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Évènement organisé par la RBO entre le 1er avril 2015 et le 31 mars 2016 :

Évènement : Conférence de presse à Dolbeau, le 17 août 2015

Lieu	Centre de formation et de transfert technologique sur les pratiques forestières – Dolbeau-Mistassini
Objet	Lancement du guide « Bâtiments de construction massive en bois d'au plus 12 étages ».
Nombre de personnes	32 personnes
Coût	1 480,30 \$

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-05

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Pour 2015-2016 :

Organisés par une firme externe

- Montant : 495 \$

Mode d'octroi : contrat négocié

Nom du fournisseur : UQAM-formation continue : PREZI : pour des présentations dynamiques.

But visé par la dépense : Développer une logique de présentation plus interactive, maîtriser les principales fonctions du logiciel et comprendre les applications et limites du logiciel.

- Montant : 795 \$

Mode d'octroi : contrat négocié

Nom du fournisseur : Technologia – Habilités politiques et pouvoir d'influence

But visé par la dépense: Développer les compétences en gestion.

- Montant : 375 \$

Mode d'octroi : contrat négocié

Nom du fournisseur : Technologia – Mieux comprendre les technologies Web

But visé par la dépense: Apprentissage des termes et concepts clés, les langages, les architectures et les outils disponibles des technologies Web.

- Montant : 2 500 \$

Mode d'octroi : contrat négocié

Nom du fournisseur : Substance stratégies : Médias sociaux

But visé par la dépense : Formation et ateliers personnalisés pour peaufiner la stratégie médias sociaux de la RBQ.

Organisés par le ministère ou l'organisme

Nous n'avons pas de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 22 et 23**).

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-06

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-07

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement : <https://seao.ca/>.

RG-07 - Annexe

Nom du fournisseur	Montant	Objet du contrat	Mode d'octroi
Ateliers T.A.Q. inc.	\$4 374,61	Envois massifs d'information par courrier à la clientèle de la RBQ	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Securo Vision inc.	\$10 000,00	Lunettes de sécurité avec lentilles ophtalmiques - RBQ	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Ellio inc.	\$13 650,00	Accompagnement de la Direction de la planification dans l'élaboration du deuxième plan d'action de développement durable de la RBQ	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Fonds de Solidarité FTQ	\$24 900,00	Réaménagement du département des Affaires Juridiques au 545 Crémazie Est, 3e étage Montréal - RBQ	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Conseil national de recherches Canada	\$4 635,00	Achat de 20 «Codes de construction» - RBQ	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Corbin, Gilles (002)	\$3 500,00	Renouvellement du contrat auditeur_Prestataire de services unique	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Fondation du CEGEP de Trois-Rivières	\$3 218,00	Formation sur les soudures - RBQ	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Compro communications inc.	\$1 371,00	Service de messages sur attente téléphonique	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Rodimax inc.	\$9 350,00	Stationnement CGER 2015-2016	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Rodimax inc.	\$3 400,00	Stationnement CGER	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Groupe Solotech inc.	\$1 076,25	Achat de 2 amplificateurs dans les salles de vidéoconférence 332 et 315, au 545 Crémazie Est à Montréal	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimerie Provinciale inc.	\$1 495,00	Service d'impression de 40 000 feuillets portant sur l'entrée en vigueur des modifications au chapitre 1, Bâtiment, du Code de construction du Québec - 2015-2016	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
Château Royal inc.	\$2 812,93	Location de salle et repas - RBQ	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
CIRA Services médicaux inc.	\$1 395,00	Services professionnels: Expertise médicale	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Tremblay, Denis (026)	\$2 310,00	Validation de matériel d'évaluation	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Transcontinental inc.	\$1 753,00	Service d'impression de 40 000 feuillets : la demande de localisation: creuser sans rien briser!	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	\$1 499,00	Passeport Multi-CPA pour formation 2015-2016 à la direction des services financiers.	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Charest, Félix	\$12 000,00	Service d'une firme pour la production de deux capsules vidéos informatives - Plan de garantie et sécurité avec les barbecues	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Société en Commandite Gaz Métro	\$3 780,00	Offrir des ateliers théoriques et pratiques à propos de la nouvelle réglementation CAN (CSA Z276-11 (gaz)	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Lyreco [Canada] inc. (inactif)	\$1 268,82	Achat de 6 amplificateurs plantronics M22 vista et 2 casques duo d'écoute Hw261N/A Supra	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Société de Gestion du réseau informatique des Comm. scolaires	\$1 128,00	Accompagnement dans la mise à jour d'un logiciel	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
LSM ambiocréateurs	\$1 057,30	Sonorisation pour la conférence de presse sur le bois le 17 août 2015	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
CBCI Télécom	\$13 268,00	Remplacement d'un système de visioconférence désuets	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
Technologie Vorepass inc.	\$3 500,00	LazyChamp Licence	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Société Plan de Vol inc.	\$3 775,00	Contrat d'entretien et d'Hébergement pour la solution de "Comité Sans papier"	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	\$3 500,00	Renouvellement - Diffusion aux gestionnaires de la RBQ des sessions de formation en santé et sécurité au travail	OPTION DE RENOUVELLEMENT
Fonds de Solidarité FTQ	\$1 297,39	Frais pour demandes diverses en 2014-2015 dans l'édifice 545 Crémazie Est, Montréal, par les gérants de l'immeubles.	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

Riopel, Gagnon, Larose & associés	\$2 630,50	Notes sténographiques numériques des audiences tenues les 31 octobre et 1er novembre 2013 dans le dossier Cohabitat CQ-2013-3626	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Aéronolusement	\$2 007,73	Vol/service de nolusement	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
CSA Group	\$3 497,00	Achat de licence multi utilisateurs CSA Z276-11	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
NFPA - National Fire Protection Association	\$2 841,00	Abonnement annuel au National Fire Code	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Imprimerie Provinciale inc.	\$2 480,00	Impression de 200 copies du rapport annuel de gestion 2014-2015 de la RBQ	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR
ADN5 Média inc.	\$12 510,00	Diffusion d'une revue de presse quotidienne pour la RBQ - Année financière 2015-2016	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Solutions Victrix inc., Les	\$22 500,00	Réalisation de deux audits de sécurité.	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
CIRA Services médicaux inc.	\$1 395,00	Expertise médicale	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Turner, Sylvain	\$3 600,00	Révision linguistique d'une traduction anglaise du guide "Construction massive en bois d'au plus de 12 étages	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Éditions Yvon Blais inc., Les	\$1 595,00	Frais pour services en ligne - abonnement REJB	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
CCH canadienne limitée	\$1 121,00	Renouvellement de l'ouvrage " Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale" pour l'exercice 2015-2016	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Morneau Shepell Ltd.	\$14 196,00	Fournir des services professionnels de consultation et de référence pour les employés vivant des difficultés professionnelles ou personnelles. Du 1er novembre 2015 au 31 octobre 2016	CONTRAT PAR APPEL D'OFFRES SUR INVITATION
National Board of Boiler And Pressure Vessel Inspectors	\$2 500,00	Commission word cards_NBBPVI_Année 2015 (DSTASP & DIASP)	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Substance Stratégies inc.	\$2 500,00	Formation sur mesure portant sur l'amélioration de la stratégie de la RBQ sur les médias sociaux	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Chamberland, Luc (avocat)	\$2 750,00	Formation concernant le nouveau Code de procédure civile en faveur des avocats de la Direction juridique et en coordination avec la CCQ	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
CFCPC inc.	\$20 100,00	Formation à la norme NFPA 13 sur les gicleurs	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
InnVest Hotels GP Ltd (Delta Trois-Rivières)	\$1 418,20	Réunion des gestionnaires de la RBQ à Trois-Rivières le 14 octobre 2015	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	\$2 160,72	France; Rencontre externe - Colloque sur la construction en bois	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Sandman Hôtel Montréal Longueuil	\$2 148,22	Réservation d'une salle à l'hôtel Sandman pour 100 personnes le 18 novembre 2015	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Communication Psycom inc.	\$10 500,00	Formation stratégie communicationnelle PSYCOM	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Egyde conseils inc.	\$20 000,00	Services professionnels pour accompagner la RBQ dans sa démonstration que sa solution de prestation électronique de services répond à la norme PCI-DSS	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Crop inc.	\$6 800,00	Sondage pour mesurer les retombées des publicités suite à la campagne "entrepreneurs licenciés"	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Conseil national de recherches Canada	\$3 000,00	Commande de 7 Code de Construction 2015 au Conseil national de recherche du Canada (CNRC)	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Lemieux Nolet, comptables professionnels agréés S.E.N.C.R.L.	\$17 000,00	Services professionnels en vérification comptable	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
IBM Canada limitée	\$4 047,00	Renouvellement d'abonnement logiciels IBM décembre 2015 à novembre 2016	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Tremblay, Denis (026)	\$1 250,00	Mise à jour de matériel d'évaluation	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Marketing Léger inc.	\$20 000,00	Sondage sur la qualité de la prestation de services et la satisfaction des usagers à l'égard du service de formulation d'une plainte initiant une intervention de surveillance	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Conseil national de recherches Canada	\$1 768,00	Code de construction du Québec chapitre 1 - bâtiment 2010	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
CSA Group	\$8 500,00	Aquisition de trois publications pour le personnel d'inspection	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

Julien - Leblanc Traiteur	\$1 017,00	Réception tenue pour les membres du CA	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Société Plan de Vol inc.	\$12 000,00	Formulaire d'évaluation sur le site Gouvernance de la RBQ	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Leblanc, Dannie	\$4 960,00	Formation sur le mandat de perquisition et l'exécution de la perquisition	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Conseil national de recherches Canada	\$1 300,00	Commande de 4 Codes national de l'énergie pour les bâtiments - Canada 2015 en français et en anglais	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Uniglobe Voyages Carolann inc.	\$1 443,58	Billets d'avion	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Uniglobe Voyages Carolann inc.	\$1 107,25	Billets d'avion	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ
Uniglobe Voyages Carolann inc.	\$1 020,81	Billets d'avion	CONTRAT CONCLU DE GRÉ À GRÉ

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-08

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun contrat visé par l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics n'a été octroyé par la RBQ en 2015-2016.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-09

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- la liste des soumissions et le montant de chacune;
- la grille d'évaluation des soumissions ;
- la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

a) Liste des soumissions

Numéro de l'appel d'offres	Nom de l'adjudication	Montant de la soumission	Justification du choix du soumissionnaire retenu	Autres soumissionnaires et montant soumissionné
367100029	Consortium Linovati/R3D Conseil	1 496 700 \$	Appel d'offres public fondé sur le rapport qualité-prix – Prix ajusté le plus bas	Conseiller en immobilisation et management : 2 147 900 \$ Conseillers en gestion et informatique CGI inc. : 1 826 833,10 \$
367100037	Equifax Canada Co	187 933,50 \$	Appel d'offres public fondé uniquement sur un prix	Aucun autre soumissionnaire
367100036	Connexe Technologie inc.	384 050 \$	Appel d'offres public fondé sur le rapport qualité-prix – Prix ajusté le plus bas	Aucun autre soumissionnaire

Les informations b), d) et e) sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat:

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015- 2016:

- a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Les services associés aux technologies de l'information sont impartis au Ministère du travail, de l'emploi, et de la solidarité sociale (MTESS) et au Centre de services partagés du Québec (CSPQ), à l'exception des fonctions de pilotage et de gouvernance, qui sont effectuées par le personnel de la RBQ. L'objectif est de bénéficier d'économie d'échelle sur les services offerts par le MTESS et le CSPQ aux plusieurs ministères et organismes qu'ils desservent.

En ce qui concerne le logiciel libre, c'est le MTESS et le CSPQ qui évalue la pertinence de telles solutions au regard des besoins, en prenant en considération les infrastructures existantes.

Les informations sur les projets de développement informatique dont la réalisation est confiée au MTESS figurent dans le tableau de la page suivante.

Concernant la valeur estimée des contrats, les informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>.

Nom du projet	Nature du projet	Dépenses 2015-2016 (au 29 février 2016)	Pourcentage de réalisation	Statut	Utilisation des logiciels libres
Migration postes de travail à Windows 8.1	Migrer les postes de travail de Windows XP vers Windows 8.1 et Office 2013.	371 051 \$	100 %	Terminé	Note 2
Migration Oracle	Mettre à jour les applicatifs / serveurs Oracle dans le cadre de la migration Windows 8.1.	298 794 \$	100 %	Terminé	Note 2
Optimiser le système de localisation actuel (LOC)	Optimiser le système de données de références territoriales	158 222 \$	100 %	Terminé	Note 1
Refonte intranet	Effectuer la refonte de l'intranet et mettre à disposition des utilisateurs un espace collaboratif afin de favoriser le partage d'information	61 675 \$	100 %	Terminé	Le logiciel libre WordPress est utilisé
Système d'information pour la gestion de projet	Implantation d'un système de gestion de projets qui permettra d'offrir aux usagers un emplacement pour saisir, classer et mettre à jour les données par projet.	18 108 \$	100 %	Terminé	Aucun logiciel libre n'a été identifié
Prestation électronique de service	Implantation d'une prestation électronique de service pour la clientèle de la RBQ <ul style="list-style-type: none"> • Phase 1 - Paiement en ligne : Terminé • Phase 2 - Dossier entrepreneur : 85 % 	1 912 853 \$	90 %	En cours	Note 1
Tour de refroidissement à l'eau	Transmission électronique des résultats de laboratoire des installations de tours de refroidissement à l'eau (des laboratoires à la RBQ)	167 256 \$	60 %	En cours	Note 1
Système d'information pour les enquêtes	Développement d'un système pour la gestion des poursuites et des enquêtes.	548 \$	N/A	En cours	Note 3
Système de gestion des revenus (REV)	Optimiser la gestion des comptes à recevoir et les échanges entre GIC et REV - Enrichir l'entrepôt des données financières	266 \$	N/A	En cours	Note 4
	Totaux	2 988 773 \$			

Note 1 : Le système mission de la RBQ est basé sur le progiciel Oracle Siebel. Ces projets font partie de la stratégie de modernisation des systèmes applicatifs de la RBQ qui consiste à intégrer certaines informations et processus dans un seul et même système. L'objectif étant de bénéficier lorsque possible, d'une vision complète des services offerts à la clientèle. L'utilisation des logiciels libres dans le cadre de ces projets, ou de tout autre progiciel, ne servirait donc pas les objectifs de la RBQ vis-à-vis de la stratégie en place.

Note 2 : Il s'agit de projets autorisés par le Secrétariat du conseil du trésor dans le cadre du projet gouvernemental de migration des postes de travail vers Windows 8.1 et Office 2013. Tous ces projets sont des prérequis au passage vers le nouvel environnement de travail ciblé. En novembre 2015, la RBQ terminait sa migration vers l'environnement de travail cible sous Windows 8.1 et Office 2013 ainsi que l'adaptation de tous ses systèmes informatiques afin qu'ils soient fonctionnels dans le nouvel environnement.

Note 3 : La préparation du dossier d'affaires est en cours mais une évaluation sommaire des coûts globaux du projet établit un coût de 5,8 M\$ et un délai de réalisation de trois ans.

Note 4 : La préparation du dossier d'affaires est en cours mais une évaluation sommaire des coûts globaux du projet établit un coût de 2,0 M\$ et un délai de réalisation de deux ans.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I a) au Québec
 - II b) à l'extérieur du Québec

Ce tableau correspond aux dépenses pour les membres de la haute direction

Dépenses	1 ^{er} avril 2015 au 31 mars 2016
a) la photocopie	11 464,22 \$
b) le mobilier de bureau	0 \$
c) l'ameublement - divers mobiliers pour la RBQ	0 \$
d) décoration et embellissement	0 \$
e) le distributeur d'eau de source	0 \$
f) le remboursement des frais de transport	20 980,42 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement	12 291,02 \$
h) le remboursement des frais de repas	10 207,53 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
• au Québec	1 294,05 \$
• à l'extérieur du Québec : Les rencontres bois-forêt-climat de la francophonie à Paris du 31 octobre au 4 novembre 2015	3 678,42 \$

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires («BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Dépenses reliés à la téléphonie pour le bureau du président directeur général et les bureaux des vice-présidents de la RBQ. À noter que le personnel présent dans ces bureaux utilise dix (10) ordinateurs portables.

	Nombre	Coûts
Cellulaires	11	3 661,75 \$
Tablettes	7	1 744, 00 \$
Coût pour 2015-2016		5 405,75 \$

Note :

- L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25)*.
- Il n'y a pas de téléavertisseurs à la RBQ.
- Coût d'acquisition des appareils : l'appareil est généralement fourni gratuitement à la signature du contrat, ou à prix réduit et les acquisitions se faisant de façon décentralisée, il n'y a pas de compilation au niveau organisationnel.
- Depuis août 2012, le coût des contrats téléphoniques est assimilable au coût d'utilisation. De façon générale, les contrats téléphoniques sont basés sur une offre gouvernementale standard pour tous les M/O.
- Il y a peu ou pas de coût de résiliation à la RBQ, car on évite généralement de résilier un contrat; en cas de départ de l'employé, l'appareil est conservé pour un nouvel utilisateur.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-15

- a) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
- b) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
- c) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
- d) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce: pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- e) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- g) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
- h) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
- i) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

- j) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
- k) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir. 1) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
- m) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
- n) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
- p) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

Les réponses sont données aux pages suivantes.

a-b) LE NOMBRE ET LA REPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FEMININ, DES PERSONNES HANDICAPEES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTES CULTURELLES POUR CHAQUE CATEGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...)

Les données présentées sont celles de l'année 2015-2016. Les pourcentages présentés sont établis en comparant les données de l'**effectif régulier** par rapport à l'**effectif régulier total en lien d'emploi au 2 mars 2016**, soit 440 employés réguliers pour 2015-2016.

Répartition par catégorie d'emplois, sexe et groupe d'âge
(données au 2 mars 2016)

Personnel d'encadrement						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	0	0,0	0	0,0	0	0,0
35 ans et plus	24	5,5	16	3,6	40	9,1
Total	24	5,5	16	3,6	40	9,1
Professionnels						
Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	4	0,9	15	3,4	19	4,3

35 ans et plus	46	10,5	42	9,5	88	20,0
Total	50	11,4	57	13,0	107	24,3

Fonctionnaires

Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	12	2,7	30	6,8	42	9,5
35 ans et plus	140	31,8	111	25,2	251	57,0
Total	152	34,5	141	32,0	293	66,6

TOTAL

Groupes d'âge	Hommes	%	Femmes	%	Total	%
- de 35 ans	16	3,6	45	10,2	61	13,9
35 ans et plus	210	47,7	169	38,4	379	86,1
Total	226	51,4	214	48,6	440	100,0

Répartition des membres de groupes cibles par catégorie d'emplois et groupe d'âge (données au 2 mars 2016)

Personnel d'encadrement

Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	0
35 ans et plus	0	0	0	3
Total	0	0	0	3

Professionnels

Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	0	0	0	4
35 ans et plus	1	0	0	13
TOTAL	1	0	0	17

Fonctionnaires

Groupes d'âge	Personnes handicapées	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
- de 35 ans	1	0	0	6
35 ans et plus	4	4	1	77
Total	5	4	1	83

TOTAL

Groupes d'âge	Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
- de 35 ans	1	0,2	0	0,0	0	0,0	10	2,3
35 ans et plus	5	1,1	4	0,9	1	0,2	93	21,1
Total	6	1,4	4	0,9	1	0,2	103	23,4

Mise en garde : Il n'est pas possible de calculer un taux de représentativité global des membres de groupes cibles en additionnant le taux de représentativité pour chacun des groupes cibles, car les cibles de représentativité sont établies pour chacun des groupes et non pour l'ensemble. Par ailleurs, un même individu peut se retrouver dans plus d'un groupe cible.

Les données pour les questions c) d) e) f) et g) concernent le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

c) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL (données au 18 mars 2016)
Les données fournies incluent les absences en maladie (code 120) et les absences en invalidité (codes 246 et 248).

Catégories	2015-2016
Personnel d'encadrement	554,5
Professionnels	1 129,0
Fonctionnaires	4 895,0
Total	6 578,5

d) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (données au 18 mars 2016)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	5	13	6	9
Professionnels	21	53	20	15
Fonctionnaires	136	136	34	20
Total	162	202	60	44

e) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLEMENTAIRES TRAVAILLEES PAR LE PERSONNEL ET LA REPARTITION DE LA REMUNERATION DE CES HEURES SUPPLEMENTAIRES, LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL (données au 18 mars 2016)

Catégories	2015-2016 (heures supplémentaires)		
	Nombre d'heures payées	Nombre total d'heures compensées	Total
Professionnels	372,13	771,62	1 143,75
Fonctionnaires	2 898,18	1 831,73	4 729,91
Total	3 270,31	2 603,35	5 873,66

f) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL (données au 18 mars 2016)
Le nombre de jours de vacances fait référence à l'utilisation du code d'absence 110.

Catégories	2015-2016
Personnel d'encadrement	823,5
Professionnels	2 270,5
Fonctionnaires	6 531,5
Total	9 625,5

g) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (données au 18 mars 2016)

Catégorie d'emplois	Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
Personnel d'encadrement	10	19	3	0
Professionnels	57	34	3	1
Fonctionnaires	173	102	2	0
Total	240	155	8	1

h) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCELEMENT PSYCHOLOGIQUE

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

i) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Les informations quant au nombre de personnes, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison des paragraphes 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS REGULIERS PAR CATEGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPERIEURS ET INTERMEDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERES ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES REGIONS)

Régions administratives	2013-2014 (au 2 avril 2014)					2014-2015 (au 4 mars 2015)					2015-2016 (au 2 mars 2016)				
	Cadre	Prof.	Tech.	Soutien	Total	Cadre	Prof.	Tech.	Soutien	Total	Cadre	Prof.	Tech.	Soutien	Total
01 Bas-Saint-Laurent		2	6	1	9		2	7	1	10		1	7	1	9
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean			7	1	8			7	1	8			7	1	8
03 Capitale-Nationale	17	42	45	14	118	16	44	46	14	120	14	40	45	14	113
04 Mauricie		1	8	2	11		1	7	2	10		1	5	2	8
05 Estrie	1	1	6		8	1	1	6		8		1	5		6
06 Montréal	19	52	62	49	182	17	60	66	50	193	17	61	62	46	186
07 Outaouais		1	6		7		1	6		7		1	6		7
08 Abitibi-Témiscamingue			3	1	4			3	1	4			2	1	3
13 Laval	4	1	46	3	54	4	2	44	4	54	4	2	43	5	54
16 Montérégie	5		44	6	55	5		39	6	50	5		37	4	46
Total	46	100	233	77	456	43	111	231	79	464	40	107	219	74	440

k) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS REGULIERS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR (EXPERT ET ÉMÉRITÉ)

Année	Catégories d'emploi	Total
2013-2014 (au 2 avril 2014)	Professionnel	21
2014-2015 (au 4 mars 2015)	Professionnel	21
2015-2016 (au 2 mars 2016)	Professionnel	20

l) LE NOMBRE D'EMPLOYES REGULIERS BENEFICIANT D'UN TRAITEMENT SUPERIEUR A CELUI NORMALEMENT PREVU POUR LA TACHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

Année	Personnel d'encadrement	Professionnels	Fonctionnaires	Total
2013-2014 (au 2 avril 2014)	0	2	2	4
2014-2015 (au 4 mars 2015)	0	2	3	5
2015-2016 (au 2 mars 2016)	0	1	2	3

Les données incluent uniquement le personnel ayant un traitement hors échelle.

m) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGION) : (ETC TOTAUX AUTORISÉS)

Au 1^{er} avril 2012 : 425
Au 1^{er} avril 2013 : 499
Au 1^{er} avril 2014 : 498
Au 1^{er} avril 2015 : 478 (470 réguliers et 8 occasionnels)
Au 1^{er} avril 2016 : information non disponible à ce jour

La ventilation par catégorie d'emploi et par territoire de travail n'est pas disponible.

n) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR LES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

o) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

p) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉS PAR RAISONS DU DÉPART :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-16

- a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

a) Le nombre de départs à la retraite 2015-2016

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines

La Régie du bâtiment du Québec dénombre 15 départs à la retraite au 2 mars 2016 pour 2015-2016. Les règles gouvernementales relatives au taux de renouvellement de l'effectif à la suite des départs à la retraite ont pris fin le 31 mars 2015.

c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraites qui seront versées

Au 2 mars 2016, la Régie du bâtiment du Québec a reçu 13 ententes de retraite signées pour des départs à la retraite effectifs en 2016-2017 et un en 2017-2018.

Aucune indemnité de retraite n'est versée par la Régie du bâtiment du Québec. Lors d'un départ à la retraite, la Régie verse uniquement des sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

Au cours de la période du 1^{er} avril 2015 au 2 mars 2016, la Régie du bâtiment du Québec a engagé 2 retraités de la fonction publique par voie de recrutement à titre d'employé occasionnel.

La Régie du bâtiment du Québec n'a octroyé aucun contrat de services professionnels à un retraité de la fonction publique.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

g)

Les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril avec la SQI

OBJET	NO D'ENTENTE	COÛT	FACTURE #
Installation de 6 bornes rechargeables électriques au 35 Port-Royal, Montréal	519899	28 648 \$	302541
Préparation du projet de réaménagement au 201 Place Charles-Lemoyne, Longueuil	265704	4 755 \$	302533
Déménagement et aménagement des bureaux de Rouyn-Noranda	519997	20 502 \$	303577
Analyse des besoins et proposition d'un projet de réaménagement des espaces de la RBQ au 545 Crémazie Est à Montréal et au 800 Place d'Youville à Québec	216771	54 695 \$	303389

Les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2015 autres que la SQI

OBJET	NO D'ENTENTE	COÛT	FACTURE #
Réaménagement du département des affaires juridiques au 545 Crémazie Est, Montréal	367305815	18 865 \$	2733

Les informations demandées sur les baux sont fournies en annexe à la présente fiche.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27)*.

Annexe à la fiche RG-17 :

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes

Objet	Propriétaire	Coût (par mois)	Surface	Durée du bail
Location - bureau 170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 120 Gatineau	SQI	6 975 \$	359 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location - bureau 3885, boul. Harvey, 4 ^{ème} étage, Saguenay	4423631 Canada inc *	5 122 \$	410 m ²	2014-12-31 2020-12-31
Location - bureau 1800, boul. le Corbusier, 1 ^{er} étage, Laval	9118-9308 Québec inc *	14 283 \$	1 164 m ²	2000-05-01 2017-04-30
Location - bureau 201, place Charles-Lemoyne, bureau 3.10 Longueuil	SQI	9 740 \$	932 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location - bureau 545, boul. Crémazie Est Montréal	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) *	126 372 \$	4213.42 m ²	1993-05-01 2023-04-30
Location - bureau / entrepôt 800, place d'Youville, Québec	Édifice D'Youville inc * Entrepôt Boul. W-Hamel	65 280 \$ 199.14	3050.54m ² 35 m ²	2004-11-01 2021-10-31
Location - bureau 337, rue Moreault, 1 ^{er} étage, Rimouski	SQI	4 649 \$	406 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location - bureau 170, rue Principale, bureau 205 Rouyn-Noranda	Édifices Centre-ville Enr. * SQI	3 589 \$ 2 572\$	216 m ² 160 m ²	2004-01-30 2015-11-16 2016-02-01 2021-01-31
Location - bureau 280, avenue Arnaud Sept-îles	Société de l'assurance automobile du Québec *	127 \$	9 m ²	2013-02-28 2018-02-27
Location – bureau 200, rue Belvédère Nord, bureau 4.10 Sherbrooke	2423-5632 Québec inc *	8 104 \$	473 m ²	1989-07-15 2019-07-14
Location – bureau 100, rue Laviolette, bureau 115 Trois-Rivières	SQI	6 420 \$	563 m ²	Pas de bail (préavis de départ de 3 mois)
Location – bureau 35 rue de Port-Royal Montréal	Rodimax * Exploitation spéciale (bornes électrique)	27 107 \$ 264 \$	1432.15 m ²	2011-02-01 2021-01-31

* Aucun bail n'a été signé directement entre la RBQ et les propriétaires de ces édifices. La SQI agissant en tant qu'intermédiaire.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du. déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir:

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Aucun travail de cette nature pour la haute direction en 2015-2016.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; ·
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-20

Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucune personne n'était dans cette situation en 2015-2016.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant:

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2016-2017;
- c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-24

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucune personne n'était dans cette situation en 2015-2016.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

Période couverte : du 1er avril 2015 au 31 mars 2016

Détails	Coûts
Éditions juridiques FD - Abonnement procédure pénale annotée	125 \$
CSPQ - Abonnement annuel à la Loi sur le bâtiment et ses règlements	1 380 \$
Publications du Québec - Légisquebec	132 \$
La Référence – Éditions Yvon Blais	1 595 \$
SOQUIJ – Azimut et plumitifs	5 740 \$
Courrier parlementaire (information journalistique de l'assemblée nationale)	1 950 \$
Revue de presse par DEMO (du 1er avril 2015 au 30 septembre 2015)	5 164,41 \$
Revue de presse par ADN5 Média (du 1er octobre 2015 au 31 mars 2016)	6 255 \$
Droits d'auteur payés au CSPQ (40 personnes) pour la revue de presse	11 457,53 \$

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-26

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme n'a été déboursée par la RBQ à cet effet.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

Registre des détenteurs de licence

<http://www.rpe.rbq.gouv.qc.ca>

- a) **Le nom du site Web** : Registre des détenteurs de licence.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : CSPQ
- c) **Année de construction** : 2008
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** : ces coûts sont compris dans l'entente de service de base avec le CSPQ.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** (en spécifiant combien le site a été refait et les raisons du changement) : Aucun
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **La fréquence moyenne de mise à jour** : Les données du site sont rafraîchies quotidiennement.
- h) **Le responsable du contenu sur le site** : Régie du bâtiment du Québec.

Microsite sur le Plan de garantie des bâtiments résidentiels neuf

<http://www.services.rbq.gouv.qc.ca/>

- a) **Le nom du site Web** : Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : CSPQ.
- c) **Les coûts de construction du site** : 19 513,63 \$ en 2014-2015.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** : Inclus dans l'entente globale avec CSPQ.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte jusqu'à maintenant.
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **La fréquence moyenne de mise à jour** : Ce n'est pas régulier. Selon les commentaires des internautes ou les changements à la réglementation.
- h) **Le responsable du contenu sur le site** : la Régie du bâtiment du Québec.

Parcours personnalisé sur le chapitre Bâtiment du Code de sécurité

<http://www.services.rbq.gouv.qc.ca/>

- a) **Le nom du site Web** : Parcours personnalisé sur le chapitre Bâtiment du Code de sécurité.
- b) **Le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** :
Alphinat, David Rancourt et Traduction Langue d'Oc.
- c) **Les coûts de construction du site** : 10 020,53\$ en 2013-2014.
- d) **Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** :
 - **Hébergement** : 120\$ par mois.
 - **Entretien** : Aucuns frais.
 - **Mise à jour** : Aucuns frais. Les mises à jour sont effectuées à l'interne.
- e) **Les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte jusqu'à maintenant.
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- i) **La fréquence moyenne de mise à jour** : Ce n'est pas régulier. Selon les changements à la réglementation du chapitre bâtiment du Code de sécurité.
- g) **Le responsable du contenu sur le site** : la Régie du bâtiment du Québec.

Site Web de la Régie du bâtiment du Québec

www.rbq.gouv.qc.ca

- a) **le nom du site Web** : Site Web de la Régie du bâtiment du Québec.
- b) **le nom de la firme ou du professionnel des personnes ayant conçu le site** : la conception a été effectuée en 2011. Donc aucune firme pour la conception en 2015-2016
- c) **les coûts de construction du site** : aucuns coûts de construction en 2015-2016.
- d) **les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour** :
 - **hébergement** : Inclus dans l'entente globale avec le CSPQ.
 - **entretien** : Inclus dans l'entente globale avec le CSPQ.
 - **mise à jour** : 5114,91\$ pour 2015-2016.
- e) **les coûts de modernisation ou de refonte** : Aucune modernisation ou refonte en 2015-2016.
- f) **Le nombre de visiteurs (hits)** ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) **la fréquence moyenne de mise à jour** : les mises à jour de contenu sont quotidiennes. Les mises à jour technologiques sont effectuées au besoin.
- h) **le responsable du contenu sur le site** : la Régie du bâtiment du Québec.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-28

Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

Voir la réponse à la question 7.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-29

Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-30

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016:

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-31

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016:

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

Sans objet pour la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

RG-32

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-33

La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-34

Le détail des crédits périmés et reportés et pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-35

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2015-2016 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-36

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-37

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme n'a été reçue en 2015-2016 en provenance du gouvernement fédéral.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-38

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Pour la période du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016 :

Bonis pour rendement exceptionnel accordés	Catégorie d'emplois				Total
	Cadres	Fonctionnaires	Avocats	Professionnels	
Nombre d'employés visés	-	1	-	10	11
Montant total accordé	-	1 523 \$	-	21 472 \$	22 995 \$

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-39

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat. ·

Aucune prime de départ (incluant les montants versés pour bris de contrat) n'a été versée pour la période du 1^{er} avril 2015 au 2 mars 2016.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-40

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-41

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Aucun cadre ou dirigeant n'a reçu de salaire sans qu'une fonction ne lui soit assignée.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-42

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels?
Pour chaque personne:

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-43

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Les comités formés par la RBQ qui ont été actifs en 2015-2016 sont énumérés en annexe de la présente fiche, avec leur mandat et les organismes participants.

Annexe à la fiche RG-43

Liste des comités formés par la RBQ et actifs en 2015-2016 (du 1^{er} mars 2015 au 31 mars 2016)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Groupe de travail sur les mécanismes de verrouillage de portes	Identifier les problématiques et préoccupations reliées aux mécanismes de verrouillage de portes	ACSIQ Associations des chefs en sécurité incendie (ACSIQ), Regroupement Québécois des résidences pour aînés (RQRA), Ministère de la Santé et des services sociaux (MSSS) Centre intégré Santé service sociaux (CISS)
Comité consultatif permanent sur l'accessibilité et la sécurité des bâtiments aux personnes handicapées	Amélioration des mesures d'accessibilité dans les édifices publics.	RBQ, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) et autres organismes œuvrant dans ce domaine
Comité RBQ/BEIE	Réviser la réglementation en efficacité énergétique des bâtiments	Bureau de l'efficacité énergétique et de l'innovation énergétique (BEIE), Ministère de l'Énergie et des ressources naturelles (MERN)
Comité consultatif provincial sur l'électricité	Consulter les principaux intervenants du domaine de l'électricité pour établir les règles régissant les installations électriques au Québec.	Hydro-Québec Distribution; Commission de la santé et de la sécurité du Travail (CSST); Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ); Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ); Ordre des technologues professionnels du Québec (OTPQ); CSA International; Association des manufacturiers d'équipements électriques et électroniques du Canada (EEMAC); Électro-Fédération; Association internationale des inspecteurs et inspectrices en électricité (AIIIE); Association des constructeurs-propriétaires en électricité et des électriciens d'entretien du Québec (ACPÉÉEQ); Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC); ITS Services d'essais Intertek AN
Comités de travail dans le cadre du projet de règlement sur les installations sous pression	Projet de règlement sur les installations sous pression qui remplace le Règlement sur les appareils sous pression et permet le passage du domaine des appareils sous pression sous la Loi sur le bâtiment. Ce projet vise, entre autres, l'harmonisation des exigences dans ce domaine avec la réglementation des autres provinces et territoires du Canada, l'adoption et la mise à jour des normes et codes de références ainsi que la responsabilisation des intervenants.	Il s'agit de plusieurs comités regroupant les différents intervenants selon leur secteur d'intervention respectif : divers représentants de la clientèle des ASP (fabricants, réparateurs, installateurs, compagnie d'assurances et d'inspection), corporation (Corporation des entreprises de traitement de l'air et du froid, Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec (CMMTQ) et organismes gouvernementaux (Emploi Québec).

Nom du comité	Mandat	Organismes participants
Partenariat SIM/RBQ – CBCS Comité directeur statutaire	Établir des plans d'action conjoints en lien avec certains enjeux, Établir et mettre en place une stratégie de partenariat visant l'adoption du CBCS par la Ville de Montréal. Établir et effectuer le suivi des mandats des sous-comités Assurer une saine et efficiente cohabitation en code de sécurités	RBQ, Service de sécurité incendie de Montréal (SIM)
Partenariat SIM/RBQ – CBCS Sous-comité plaintes, signalements et situations particulières	Assurer une prise en charge efficace des plaintes provenant du SIM ou de la RBQ en partageant nos modes de fonctionnement et expériences de dossiers particuliers. Identifier et présenter au comité directeur des problématiques et propositions de solutions.	RBQ, SIM
Partenariat SIM/RBQ – CBCS Sous-comité Grands chantiers	Traiter de dossiers particuliers au niveau des opérations SIM et RBQ Identifier et présenter au comité directeur des problématiques et des propositions de solutions. Mettre en place des pratiques d'intervention (conjointes ou non) sur les grands chantiers.	RBQ, SIM
Comités de travail dans le cadre de la révision du Règlement sur la qualification professionnelle des entrepreneurs et des constructeurs-propriétaires	Valider les questions d'examen rédigées pour de nouvelles sous-catégories d'entrepreneurs	Groupes ciblés d'entrepreneurs spécialisés Les participants recevaient un montant de 375\$ pour une participation équivalant à 1,5 jour.

Aucun honoraire n'a été versé aux membres de ces comités

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-44

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Question non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-45

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-46

Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-47

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-48

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-49

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-50

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse sera transmise par le Conseil exécutif.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-51

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-52

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-53

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-54

Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-55

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant:

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Aucun contrat visé par l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics n'a été octroyé par la RBQ en 2015-2016.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-56

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012- 2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017:

- la dépense totale (opération et capital);
- les grands dossiers en cours;
- le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.

a) Sommairement, la dépense totale du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016 se détaille comme suit :

Objets de coûts	Type	Montant
Acquisitions matérielles et logicielles et services informatiques	Fonctionnement	115 694 \$
Acquisitions matérielles et logicielles	Capitalisable	59 442 \$
CSPQ – Infrastructure, entretien et exploitation	Fonctionnement	3 056 167 \$
CSPQ - Télécommunication	Fonctionnement	405 444 \$
MTESS – Entretien, exploitation et améliorations	Fonctionnement	1 549 945 \$
MERN – Hébergement et entretien de système	Fonctionnement	126 599 \$
Réalisation des projets (Coûts internes et externes) • Projets – coûts internes (CSPQ/MTESS) 2 652 691 \$ • Projets – coûts externes 336 082 \$	Capitalisable	2 988 773 \$
Total des dépenses de fonctionnement	-	5 253 849 \$
Total des dépenses capitalisables	-	3 048 216 \$
GRAND TOTAL DES INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	-	<u>8 302 065 \$</u>

* La liste des projets capitalisables est décrite dans la fiche RG-12.

- Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet-
<https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec. www.seao.ca.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-57

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015- 2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015- 2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- b) Aucune indemnité de retraite n'est versée par la Régie du bâtiment du Québec. Lors d'un départ à la retraite, la Régie verse uniquement les sommes dues concernant les vacances et les congés de maladie.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-58

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015- 2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le taux d'absentéisme.

Voir les réponses données aux sous-questions c) et f) de la question 15.

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RG-59

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-60

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 de la RBQ.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-61

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel

Question non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Régie du bâtiment du Québec
ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

RG-62

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

a) 31 008,67 \$ pour 2015-2016

b) **Ordres professionnels**

Barreau du Québec

Comptables professionnels agréés (CPA)

Ordre des architectes du Québec (OAQ)

Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ)